L'Etat pourra mourir complètement lorsque la société aura réalisé le principe : *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*, c'est-à-dire lorsqu'on se sera tellement habitué à observer les règles primordiales de la vie sociale et que le travail sera devenu tellement productif que tout le monde travaillera volontairement *selon ses capacités*. La répartition des produits n'exigera plus que la société en assigne à chacun la part lui revenant. Chacun sera libre de prendre *selon ses besoins*.

LÉNINE.

Divergences

...toute révolution implique un certain bouleversement de la vie quotidienne, et ceux qui espèrent traverser une grande crise sans que leur bourgeoise soit jamais dérangée de son pot-au-feu, risquent d'être désappointés. On peut changer de gouvernement sans que le bon bourgeois manque jamais l'heure de son dîner ; mais on ne répare pas ainsi les crimes d'une société envers ses nourriciers.

Pierre KROPOTKINE.

L. Bertoni — GENÈVE — Savoises, 6
Juin 1945

... je me permettrai d'affirmer que, si vague qu'il fût, si peu appuyé qu'il fût par des arguments d'allure scientifique, et si peu d'usage qu'il fît du jargon pseudo-scientifique des économistes bourgeois, le communisme populaire des deux premières années de la République voyait plus clair, et poussait son analyse plus profondément que le socialisme moderne. D'abord c'était le communisme dans la consommation — la communalisation et la nationalisation de la consommation — que visaient les fiers républicains de 1793, lorsqu'ils voulaient établir leurs magasins de blés et de comestibles dans chaque commune, lorsqu'ils se livraient à une enquête pour fixer la « vraie valeur » des objets de « première et de seconde nécessité », et lorsqu'ils inspiraient à Robespierre ce mot profond, que *le superflu seul des denrées pouvait être objet de commerce ;* que le *nécessaire appartenait à tous.*

Sortis des nécessités mêmes de la vie tourmentée de ces années, le communisme de 1793, avec son affirmation du droit de tous aux subsistances, et à la terre pour les produire, sa négation de droits fonciers en dehors de ce qu'une famille pouvait cultiver elle même (la ferme de « 120 arpents, mesure de 22 pieds », et sa tentative de communaliser le commerce, — ce communisme allait plus droit au fond des choses que tous les programmes minimum et même les considérants maximum de notre époque.

En tout cas, ce qu'on apprend aujourd'hui en étudiant la Grande Révolution, c'est qu'elle fut la source de toutes les conceptions communistes, anarchistes et socialistes de notre époque. Nous connaissions mal notre mère à nous tous ; mais nous la retrouvons aujourd'hui au milieu des sans-culottes, et nous voyons ce que nous avons à apprendre chez elle.

Pierre KROPOTKINE.

Divergences

Les derniers articles de Malatesta, écrits quelques mois seulement avant sa mort, sont une réponse aux camarades avides de revision et d'action et n'aboutissant qu'à des remâchements autoritaires. Nous allons poursuivre ici la même besogne.

D'aucuns nous demandent impérieusement d'être pratiques, autant dire de s'adapter de plus en plus au régime existant. Or, s'il est évident que personne ne saurait vivre sans s'adapter au milieu où il est placé, nous ne sommes subversifs précisément que dans la mesure où nous réagissons contre ce milieu. Nous ne devons donc pas justifier une adaptation par une autre, car ainsi nous pourrions aboutir à l'adaptation intégrale de ceux que nous appelons des « inconscients ».

Il est attristant de voir des camarades se frotter les mains à toute nouvelle adaptation qu'ils peuvent citer et contredisant l'anarchisme. Cela prouve que pour eux l'anarchisme n'est plus qu'à reléguer dans les combles ; il les gêne plutôt qu'il ne les guide. Toute l'action dont ils se réclament se ramène à une collaboration avec des mouvements qui ne cachent guère leur opposition au nôtre ; ils se garderaient bien de l'aider en quoi que ce soit.

Nous connaissons l'argument massue : vivre d'abord, philosopher ensuite. Seulement, ou nous vivons d'après une conception humaine, ou nous n'agissons que d'après un instinct animal, et ce qui a surtout été reproché à toutes les agitations et révolutions, c'est de manquer d'idées. Nous serons toujours forcés de nous préoccuper de la « matérielle », mais nous ne le ferons utilement que guidés par une pensée claire. Tous ceux qui ont trouvé notre action insuffisamment pratique — ce qui dans un certain sens peut être vrai et reste à examiner — ont fini par aider à ces mêmes pratiques que nous avions dénoncées comme décevantes et n'ont cessé d'être telles. Syndicalisme, socialisme, coopératisme n'ont guère modifié sensiblement la structure capitaliste.

Autre objection : Mais enfin qu'avez-vous fait ? — Eh bien, nous avons cherché, non sans risques, persécutions et sacrifices, à sauver les droits et libertés de la personne humaine, et les faits ont surabondamment démontré que le grand danger était bien dans le totalitarisme autoritaire. Avec le nazifascisme et la guerre, qu'est il resté, d'ailleurs, de toutes les législations et réformes dites sociales ? Et combien elles paraissent en somme chose mesquine en présence

du cataclysme dont nous ne sommes pas entièrement sortis !

Et justement on nous dit aussi : Ne voyez-vous pas que tout un monde s'écroule ? — Souhaitons de le voir s'écrouler, mais pour le moment ce n'est pas encore le cas. L'Empire allemand s'est bien écroulé, mais l'ancienne tyrannie pourrait être substituée simplement par une nouvelle. Quant aux autres pays, nous voyons que gouvernements, capitalistes, propriétaires, soldats, gendarmes, policiers, juges, exploités et exploiteurs, opprimés et oppresseurs, sont toujours à leur même place. Les rapports sociaux n'ont guère sensiblement changé.

Enfin, nous dit-on, les anarchistes ont commis leurs erreurs aussi. — Nous n'avons jamais prétendu être infaillibles et toute activité humaine comporte une part d'erreur, mais elle est plus ou moins grande. Dans l'autre après-guerre nous n'avons pas été écoutés et très souvent avons joué le rôle de Cassandre. Nos justes prévisions sur l'avenir n'ont rencontré que des incrédules. On ne voudra pas nous rendre responsables de ce qui a été fait malgré ou même contre nous. Il s'est bien trouvé aussi des bolchevistes pour nous demander impérieusement : « Et vous, qu'avez-vous fait ? » — après que les nôtres eurent été privés de tout moyen d'action et astreints, sous peine de mort, à une soumission absolue. Malatesta disait déjà, pour l'autre guerre, que les plus responsables étaient les socialistes allemands parce que les plus nombreux.

Fort bien, alors nous ne devons pas rester entre nous, nous isoler, mais aller à la foule ! remarquera-t-on triomphalement. — A part que la foule est le plus souvent passive, et que nous n'avons jamais dit qu'il ne fallait pas s'attacher à la pénétrer de nos idées, reste à savoir si l'on va à la foule pour la suivre dans ses illusions et errements sur le terrain légal et étatiste ou pour l'en détourner et l'entraîner à cette révolution que tous les socialistes envisageaient comme inévitable à l'origine de leur mouvement. Il est, sans nul doute possible, antianarchiste de coopérer à l'extension de mesures et d'institutions légales, autrement dit d'accroître les fonctions de l'Etat. C'est à les diminuer pour les confier aux syndicats que l'anarcho syndicalisme français avait par contre visé.

Au fur et à mesure que nous écrivons, d'autres questions se présentent à nous. Bornons-nous pour cette fois à celle des fonctionnaires ouvriers. Statuts, règlements, contrats et lois ont tellement augmenté de nombre et de pages que vraiment des spécialistes sont devenus nécessaires pour les débrouiller et les appliquer. La

masse se trouve ainsi, dans son ignorance, désarmée vis-à-vis de ses dirigeants. Alors qu'il s'agissait d'habituer tous indistinctement à gérer leurs intérêts, les rares assemblées qui se tiennent encore ne peuvent que s'en remettre à une poignée d'individus. L'anarchisme a toujours dit par contre: « Fais tes affaires toi-même », et cela n'est presque jamais le cas.

* * * *

Arrêtons ici cet article déjà trop long, et donnons la conclusion formulée par Malatesta aux « révisionnistes » :

« Quatre problèmes selon moi sont à l'heure actuelle les plus importants posés aux anarchistes de tous les pays :

1° Concourir à l'insurrection avec toutes les forces révolutionnaires progressives, sans se laisser absorber et dominer par les partis plus nombreux, plus riches et mieux organisés ;

2° Utiliser les organisations ouvrières pour la démolition et la reconstruction, tout en évitant les maux et les dangers du syndicalisme ;

3° Assurer l'alimentation du peuple sans l'intervention d'un pouvoir central qui, ayant le monopole des choses de première nécessité, deviendrait le pire et le plus puissant des tyrans ;

4° Pourvoir à l'armement de toute la population : chose indispensable, car si quelqu'un (individu, parti ou classe) avait le monopole de la force armée, il serait pour finir le dominateur de tout et de tous.

Mon vœu est que tous travaillent à la solution — théorique et pratique — de ces problèmes, sans exclure naturellement les cent autres problèmes qu'on pourra formuler.

Si nous pouvons tomber tous d'accord, tant mieux ; sinon que chacun fasse à sa guise tout ce qu'il peut.

Le champ de la lutte est immense ; il y a place pour toutes les bonnes volontés. »

Et maintenant que dire de cette confiance qu'on vous recommande aujourd'hui comme la plus sublime vertu des républicains ! Jadis, lorsqu'on était républicain pour tout de bon, on recommandait à la démocratie la défiance. D'ailleurs on n'avait pas même besoin de la lui conseiller : la démocratie est défiante par position, par nature et aussi par expérience historique : car de tout temps elle a été la victime et la dupe de tous les ambitieux, de tous les intrigants, classes et individus, qui, sous prétexte de la diriger et de la mener à bon port, l'ont éternellement exploitée et trompée. Elle n'a fait autre chose jusqu'ici que servir de marchepied. *Bakounine* (1870).

Les événements d'Algérie et du Liban

Les peuples ont été nourris pendant cinq ans de cette idée que la catastrophe était venue uniquement des menées hitlériennes, et que celles-ci jugulées, on retrouverait des temps hydilliques. En fait, les chemins de roses annoncés, s'avèrent pleins d'ornières et de virages abrupts. Nous n'énumérerons pas toutes les possibilités de conflits, qui se développent à travers le monde. On ne les voit que trop éclore partout, dans la proportion de treize à la douzaine. Nous fixerons seulement notre attention aujourd'hui sur les événement d'Algérie et du Liban.

A propos de l'Algérie, envisageant le nombre probable des victimes, nous avions timidement parlé de centaines, alors que si l'on en croit les communiqués nméricains, c'est par milliers qu'il eût fallu dire. Même en admettant que les Yankees aient exagéré, intéressés qu'ils sont à présenter le colonialisme français sous son jour le plus fâcheux, il n'est pas douteux que la répression des troubles de Sétif a été très onéreuse. Les journaux ont avancé, à ce sujet, que les moyens les plus modernes avaient été mis en œuvre, pour mater la révolte, et que les vaillantes troupes que la France entretient dans le Nord-Africain avaient montré que l'exemple laissé ailleurs par les S.S., tant honnis, n'avait pas été vain. Des villages entiers auraient été détruits, sans plus de façon, que s'il se serait agi de vulgaires Oradours ! On a su aussi, que la France avait enfin retrouvé les avions qui lui manquèrent dans tant de circonstances, et que leur première sortie avait consisté daas un vol de carnage contre de malheureuses populations berbères !

Si l'on voulait aborder la questton au fond, c'est tout le procès des méthodes coloniales françaises qu'il faudrait instruire à nouveau. Les colons de l'Afrique du Nord ont toujours constitué une des variétés les plus bornées et les plus sordides de la bourgeoisie française. Ils tiennent qu'ils ont répondu à tout quand ils ont expliqué le mécontentement de l'indigène par l'influence de telle ou telle propagande étrangère. Alors que le mal vient, pour l'essentiel, de l'exploitation féroce et des conditions inhumaines d'existence qu'ils font peser sur le peuple algérien. L'histoire de la conquête de l'Algérie est un long tissu de crimes sans nom, et il ne serait pas besoin de chercher beaucoup pour y trouver des précédents aux pires horreurs perpétrées par les nazo-fascistes.

Les Nations unies ont offert encore un autre spectacle de leur

« désunion » au Levant. Là, on ne saurait rejeter la faute sur une quelconque cinquième colonne hitléro-mussolinienne, et les plus hardis vont murmurant le nom redoutable de l'Intelligence Service. La vraisemblance de l'accusation est d'ailleurs plus grande, dans cette affaire que dans l'autre. La Syrie est une très ancienne pierre d'achoppement entre la France et l'Angleterre. Sous couleur de l'indépendance arabe, on se soucie surtout, dans ces endroits, des pétroles de Mésopotamie, et de leur acheminement jusqu'à la Méditerranée. Les événements y ont pris un cours fâcheux, dont rien de bon n'était augurable pour l'impérialisme français. Les mitrailleuses anglaises ont empêché qu'on ne procédât là-bas, avec la promptitude cavalière qu'on a pu mettre en Algérie. Le fameux colonel Lawrence a laissé des héritiers qui veulent faire aboutir cette fois le projet de la Confédération pan-arabe, qu'il avait conçu vers la fin de l'autre guerre Et Churchill n'a pu que donner son approbation à l'entreprise, surtout que la question syrienne est une de ses vieilles préoccupations. Le général de Gaulle n'a pas trouvé dans cette affaire un surcroît de prestige. Sa politique intérieure, largement déficitaire, se double maintenant d'une politique extérieure qui va d'échec en échec. Certes on ne peut pas dire que le mythe qui s'attache à son nom soit déjà épuisé, mais des signes de déclin sont perceptibles. On se satisferait du général, réactionnaire à l'intérieur, mais on ne saurait lui passer longtemps des fantaisies néo-impérialistes dans le genre de l'incident libanais. De Gaulle se soumettra ou Londres et Washington, appuyés par une importante fraction de la bourgeoisie française, le « démettront ». A.

Ancien vœu.

Il est beaucoup question d'assurance vieillesse et survivants, comme si l insécurité n'était pas générale dans le monde capitaliste, au point que chacun aurait besoin d'être assuré et rassuré surtout sur les intentions de tous les mégalomanes, qui disposent et disposeront encore après cette guerre d'un appareil militaire. Tous veulent garder ou acquérir ou accroître un pouvoir et sont tour à tour menacés ou menaçants, n'ayant pas su réaliser le vœu de Lamartine :

Sans que l'un à l'autre l'envie,
Chacun a son arpent de vie
Et sa large place au soleil.

Pour cela ne faut-il pas avoir en vue non la conquête mais l'élimination du pouvoir ?

L'épuration.

L'épuration est à l'ordre du jour et les dénonciations pleuvent. C'est, paraît-il, un acte de courage civique que de demander à frapper des vaincus. Nous qui n'avons cessé d'attaquer fascistes et nazistes même aux jours de leur omnipotence, n'éprouvons aucune envie de nous adonner à leur chasse actuellement. Quand quelques centaines d'Allemands ou d'Italiens auront été expulsés pour leurs opinions antidémocratiques, on n'obtiendra que le résultat de justifier l'expulsion de tout élément avancé non-conformiste.

Nous ne voyons, par exemple, aucun inconvénient que l'ancien ministre de la Légation italienne à Berne soit invité à s'en aller, mais ce ministre de Sa Majesté fasciste est remplacé par un ministre du même Victor-Emmanuel III. Pourquoi frapper ses sujets et non pas le roi fasciste lui-même ? Soulignons, d'ailleurs, une fois de plus le silence que certains fougueux épurateurs gardent sur la dynastie italienne. Or, en frappant celle-ci, un changement important se produirait, tandis que la disgrâce de certains de ses serviteurs ne servirait qu'à l'avancement d'autres serviteurs du même acabit. N'oublions pas que fascisme et nazisme n'ont pu se développer et sévir qu'au milieu d'une foule d'apathiques et de lâches. Lorsqu'à Genève, fascistes italiens et suisses ont essayé d'implanter leurs mœurs de violence, petit, quoique suffisant, a été le nombre de ceux qui ont osé les affronter. C'est une indignation bien tardive et quelque peu suspecte que nous voyons se déchaîner aujourd'hui.

Disons plus. Si parmi nos ouvriers métallurgistes, les nicolistes et les communistes n'ont pas hésité à travailler pour l'armement de l'Allemagne, il n'y a guère à s'étonner qu'en vue de s'assurer la subsistance des sujets italiens et allemands aient servi leurs consulats et adhéré aux groupes fascistes et nazistes. Certes, ils ont formé une dangereuse cinquième colonne, et un certain nombre d'entr'eux ont même été emprisonnés et fusillés, mais il est à remarquer que des Suisses se trouvaient avec eux et ne furent pas les moins coupables.

Voir surtout le danger lorsqu'il est passé, et crier : Au loup ! après qu'il a été abattu, nous paraît aussi vain que ridicule. N'empêche qu'il reste plusieurs hauts personnages à frapper utilement, mais nous ne voyons pas qu'ils soient visés particulièrement par ceux qui sonnent le hallali de l'épuration.

Encore des totalitaires

Une certaine mentalité communiste s'étend de plus en plus. Pour les hommes deux seules classifications sont admises : communiste et fasciste. *L'Unità*, organe des communistes italiens, publiait en date du 6 mars 1945 ces lignes :

> Anticommunisme et fascisme sont chez nous, comme dans les autres pays d'Europe, des termes correspondants. Etre anticommuniste par profession ou par mission veut dire être déjà, ou être condamné à devenir inévitablement fasciste ou instrument ou complice du fascisme. En effet, le communisme est le courant antifasciste démocratique le plus radical, le plus conséquent, le plus énergique.

Avant de le voir imprimé dans les journaux, nous nous sommes entendu répéter cela dans des conversations privées, en réponse à des critiques objectives que nous faisions à la Russie de Staline. Ainsi, tandis que pendant l'ère fasciste nous étions catalogués communistes, car alors tous les antifascistes n'étaient pas appelés autrement, nous sommes maintenant devenus des fascistes pour les communistes. C'est plutôt drôle ! Mais un exemple de communisme radicalement démocratique et conséquent nous l'avons en Russie, où la liberté de presse et de parole n'a jamais existé, où les opposants ont été violemment supprimés, où la nouvelle classe de bureaucrates a pris dignement la place occupée chez nous par la bourgeoisie.

Ces choses ne seront jamais assez répétées, non pas par amour de critique, mais afin que tous se rendent compte en quelles mains est notre destinée, et considèrent comme un devoir de travailler activement à enlever à ces hommes le pouvoirs qu'ils se sont arbitrairement donné, les chassant des places qu'ils occupent, avant qu'ils s'y installent à demeure.

Espérons que cela sera possible. C'est l'unique espoir qui nous permette d'entrevoir pour l'Italie un avenir moins sombre qu'il ne nous paraît aujourd'hui. *L'Adunata dei Refrattari* (24-4 45).

N. d. R. Ce qu'on dit pour l'Italie s'applique aussi plus ou moins au monde entier. Partout les victoires russes ont laissé entrevoir aux staliniens une prise de pouvoir, avec comme parti unique d'Etat, leur parti, excluant toute opposition qui ne pourrait être que fasciste ! Parbleu ! du moment que vous n'entendez pas subir leur domination, aux caractères proprement fascistes, c'est vous qu'ils

traiteront de fasciste ! Cette méthode a déjà été appliquée des pays nordiques aux balkaniques avec succès ! Ou se dire communiste et servir les agents staliniens; ou, déclaré fasciste, tout devient permis contre vous : persécutions de toute nature, brutalités, pillages, déportations, assassinats. L'armistice a bien été conclu, mais la tragédie des pays soi-disant libérés n'a guère pris fin. Les premiers nous avons combattu le fascisme, mais ne voulons rien savoir d'un communisme, dont Mussolini a vanté *i magnifici maestri*, les magnifiques maîtres ès tyrannie.

Il faut réagir avec la dernière vigueur contre l'emballement stalinien et bien se garder de s'en laisser imposer par ceux qui rêvent d'un totalitarisme à la russe. Le fascisme est dictature, despotisme, unité dans le servage. Ceux qui essayeraient de l'imposer sous n'importe quel nom et quel prétexte doivent nous trouver prêts à la résistance et à la lutte pour la liberté.

La faucille, le marteau et le goupillon

Un congrès communiste s'est tenu récemment à Rome. Il n'était pas ouvert à la presse, mais le discours qu'y prononça Togliatti fut reproduit par les feuilles du Parti, et il nous en revient quelques échos, pour notre plus grande distraction, par l'intermédiaire du *Times* du 9 avril.

Togliatti, qu'aucune besogne ancillaire ne décourage jamais, a trouvé le moyen de se surpasser, bien que la chose, depuis longtemps, apparût impossible. Il semble avoir reçu mission, ainsi que sa vérécondieuse moitié, dont on sait le discours contre le divorce, de ménager la bénédiction papale aux suiveurs italiens de Staline. Le discours en question aurait consisté dans un rappel à l'ordre pour certains prêtres catholiques, coupables d'avoir refusé les derniers sacrements à des communistes qui, bien que grandis dans la foi stalinienne, étaient demeurés fidèles aux superstitions des ancêtres ! Togliatti aurait averti notre Sainte mère l'Eglise, qu'un tel jeu pourrait lui être dangereux, et il a conclu sur une invitation aux « réactionnaires de la machine ecclésiastique » à se garder de toute violation du Concordat — de ce Concordat, qui n'est pas la moindre pièce de l'héritage mussolinien !

Espérons que la requête sera entendue, et qu'il ne se produira plus que des disciples de Joseph quittent notre infortunée planète sans avoir été frottés des saintes huiles ! A.

Definizione della parola « Anarchia »

Ci si sono rimproverate citazioni frequenti di vecchi socialisti, ma in ogni polemica è ottimo argomento quello che può basarsi su affermazioni stesse dell'avversario. Si veda, per esempio, quello che diceva Marx stesso sulla parola anarchia. Traduciamo letteralmente:

> Tutti i socialisti intendono questo per anarchia: lo scopo del movimento proletario, l'abolizione delle classi, una volta raggiunto, il potere dello Stato, che serve a mantenere la grande maggioranza produttrice sotto il giogo di una minoranza sfruttatrice poco numerosa, scompare e le funzioni governative si trasformano in semplici funzioni amministrative.

Dunque l'anarchia per « tutti i socialisti » non è confusione, disordine, caos, ma soppressione d'ogni potere coercitivo e cioè del gendarme, come diceva Malatesta. Marx pretende che a tanto si giungerà attraverso la dittatura del proletariato, e per esso del suo preteso partito, della sua Centrale e del capo di questa. Oggi abbiamo l'esperienza russa che dimostra come l'evoluzione prevista da Marx dallo Stato sedicente proletario all'anarchia non s'è verificata affatto, e tanto sarebbe avvenuto anche senza la guerra. Lo Stato è creatore e non distruttore di classi, e se tutte le funzioni amministrative gli sono affidate in più di quelle governative propriamente dette, non si vede proprio come quest' ultime verrebbero a trasformarsi.

Ma in tutto ciò quel che più importa di ritenere, lo ripetiamo, è che il socialismo dovrebbe tendere all'anarchia. Ed ecco quel che però si affretta ad aggiungere Marx contro l'Alleanza, nome in cui comprende tutti i suoi oppositori:

> L'Alleanza invertisce le cose. Proclama l'anarchia nelle file proletarie come il mezzo più infallibile di spezzare la potente concentrazione delle forze sociali e politiche nelle mani degli sfruttatori. Con tale pretesto, chiede all'Internazionale, nel momento in cui il vecchio mondo cerca di schiacciarla, di sostituire la sua organizzazione con l'anarchia. La polizia internazionale non domanda di più...

Il resto è sullo stesso tono. Marx chiama anarchia il non voler riconoscere la sua dittatura sull'Internazionale. E'

noto che anarchici ed anarcoidi nella Prima Internazionale erano organizzati quanto i marxisti, a cui riconoscevano il diritto di seguire la propria tattica parlamentare, pur dissentendone, e reclamando, ben inteso, l'eguale diritto d'essere astensionisti. I nostri s'ispiravano ai principî d'autonomia e federalismo; Marx sognava di fungere da ingegnere in capo della rivoluzione sociale e necessariamente esigeva concentrazione e sottomissione. Quel ch'egli chiamava « le pretese scissioni dell'Internazionale » erano reali al punto che in breve la Prima Internazionalo ne è morta.

Ancor prima del Bovio, il Marx afferma insomma che verso l'anarchia va la storia, solamente le traccia una via che conduce a tutt'altro che all'anarchia, come l'esperimento russo l'ha ben provato. Infatti, lo Stato, ben lungi dall'essere successivamente eliminato, ha conosciuto il massimo sviluppo e si può dire che nulla resta sottratto al dominio governativo, di guisa che si ha un regime totalitario e assolutista. Il tempo è galantuomo e finisce col dar ragione a chi giustamente l'aveva, per cui le previsioni antimarxiste degli anarchici si trovarono confermate dai fatti.

Acqua passata non macina più, e non intendiamo insistere su questa polemica retrospettiva, ma c'è un punto che resta e resterà d'attualità. Se, insistiamo, « tutti i socialisti » hanno per fine l'anarchia, perchè non iniziarne fin d'ora la propaganda, perchè non ricercare la miglior via che ad essa ci conduce, perchè non formare la mentalità che la renda possibile? Si continua invece a confondere l'anarchia con la confusione, il disordine ed il caos, testimoniandole un'ostilità più o meno aperta e violenta. Per schernirla, ci si accusa di volere una libertà assoluta, comprendente i peggiori atti antisociali, o di pretendere realizzare l'anarchia d'un sol colpo. quasi a mezzo d'una bacchetta magica, o di prendere gli uomini per degli angeli, e via con altre simili facili sciocchezze. Non sarebbe meglio l'attenersi all'antistatismo marxista e svilupparlo logicamente? Ahimè! una volta la conquista dei seggi incominciata, non si è visto più altro, e nello Stato borghese non si poteva che servirlo anche in veste d'opposizione, propria a mantenere l'equilibrio istituzionale, secondo la più ortodossa delle concezioni parlamentari della borghesia stessa.

Non ci vogliono

— E ora cosa ne pensate della protezione alleata? mi domandava un amico.

— Dopo i briganti, i pirati! ho risposto io. La plutocrazia inglese in casa sua è obbligata dalle sue leggi imposte da avvenimenti rivoluzionari a rispettare un po' la libertà. Ma al di fuori, dove si estende il suo dominio oltre Manica, essa si fa intollerante e prepotente. E l'Islam ne sa qualche cosa. Ora essa in Italia intende fare da padrona e trattare il popolo italiano come un popolo conquistato, che deve obbedire alla sua volontà non disinteressata. La plutocrazia inglese intende tenere imbavagliati gli italiani e lasciar loro sul collo la piovra fascista, passata al suo servizio con a capo i malnati di Casa Savoia. La « generosa » e « disinteressata » Albione vorrebbe fare dell'Italia un protettorato inglese con un re a suo servizio, come un bey tunisino, sensibile solo alla cifra della lista civile, che il popolo italiano dovrebbe continuare a pagare a prezzo della sua miseria.

Questo vuole l'Inghilterra, e volèndolo, è obbligata a chiudere la frontiera ai partigiani internati ed alla vecchia emigrazione indocile ai compromessi, e pronta sempre a battersi per quella libertà per la quale ha tanto sacrificato senza rimpianti. Chiuse le frontiere alla vecchia emigrazione ribelle e refrattaria ai compromessi della losca politica, i servi della plutocrazia inglese possono chiamare alla chetichella le personalità di quell'antifascismo serio e concreto, disposto alla collaborazione e all'opera di pompierismo nei riguardi di un serio movimento di rivolta e di liberazione del popolo italiano ancorn in catene.

Per questo non ci vogliono, per questo non ci amano, per questo pensano forse di farci morire esuli e dannati.

Ma ci riusciranno?

Forse no, perchè è impossibile che l'inganno possa durare, e la pazienza popolare ancora a lungo pazientare.

Nino N. d'Alcamo.

N. d. R. Non sappiamo proprio con quale diritto la Svizzera, al pari d'altri Stati, del resto, possa ritenere confinati rifugiati ed immigrati italiani, che vengono così impediti di partecipare alla vita pubblica del loro paese, in un momento in cui se ne preparano le sorti. Purtroppo alla solidarietà dei governi non risponde la solidarietà dei popoli che lascian fare!

APPUNTI E DISAPPUNTI.

❁ I signori militari svizzeri vogliono mantenuta la censura per proprio conto. La loro consegna è sempre la stessa: obbedire! e non par loro vero di non poterla imporre anche ai rientrati nella vita civile. Quella stampa romanda che non aveva trovato modo di protestare contro Mussolini, il quale non ammetteva altra stampa che quella fascista, fa la voce grossa e domanda venga soppressa ogni censura. Sarebbe farle onore il mantenerne una, quasi potesse e sapesse dipartirsi dal più piatto conformismo, dall'essere la voce del padrone!

❁ A Zurigo si è fondata una « Federazione patriottica svizzera », che, in vista di possibili moti di piazza, si propone di intervenire fascisticamente. Certuni non banno la coscienza tranquilla e si dicono che la pazienza popolare potrebbe avere un limite, ma in tal caso i suddetti patriotti potrebbero far la figura dei pifferi di montagna, e, andati per suonare, restar suonati. Per intanto rimangono prudentemente anonimi.

❁ I compagni ci chiedono se siamo ancora dentro o sempre fuori della legge. Non abbiamo nessuna notificazione in proposito. Il conto-chèques non ci venne reso, ma ci si possono spedire dei vaglia postali ordinari. Tiriamo avanti!

❁ I nipponi erano pur essi partiti per una guerra-lampo, ed ora quel che più lampeggia sono le migliaia di tonnellate di bombe sulle loro maggiori città. La guerra che si pensava proseguire soltanto in casa altrui, la si ha in casa propria, e come! La sorte della Germania sta per diventare quella del Giappone. Via! Asia e Oceania unite era troppo pretendere!

❁ Non c'è un angolo di terra « liberata », dove la gente si mostri soddisfatta! Dovunque sono agitazioni sorde e palesi. Mosca, espulsi tutti i giornalisti e cittadini stranieri nei paesi che occupa, li ha chiusi ermeticamente e non ne dà che le notizie incontrollabili che le piace di fornire. Si hanno così scomparse subitanee e mutismi prolungati inquietanti.

❁ Da buon soldato che è, de Gaulle ci tiene sopratutto all'Impero ed al prestigio delle armi. In Algeria, nel Marocco, in Siria, nel Libano ne sanno qualche cosa. I popoli che s'illudono di poter disporre liberamente di sè sono richiamati alla più tragica delle realtà con migliaia di vittime. Dominare altro non vorrà mai dire che guerreggiare.

La contro-rivoluzione europea

Quel che era facile prevedere accade. I milioni di « soldati liberatori » venuti in Europa, certamente dovevano sopprimere il dominio tedesco, ma non per lasciar liberi i popoli di darsi un nuovo ordinamento, ma per vedersi imposto il mantenimento del vecchio con la semplice eliminazione di qualche personaggio troppo compromesso. In Italia quel tanto di epurazione che si è avuta, fu dovuta prima a Mussolini stesso e alla sua vendetta contro i propri vecchi complici, poi all'azione diretta dei partigiani che colpirono fulmineamente duce e ducini, ma purtroppo sussiste intorno a Casa Savoia e al Vaticano tutta la struttura fascista di prima. Bonomi è imposto da Londra a capo inamovibile del governo italiano, e la sola libertà lasciata ai famosi sei partiti è di collaborare con lui, alle sue e alle dipendenze della monarchia.

Si può dire che i grandi capi militari alleati, non esclusi i russi, ora hanno per missione di condurre a termine una vera contro-rivoluzione preventiva contro tutte le aspirazioni popolari. Il còmpito è facilitato da certe rivalità nazionaliste, per cui la questione delle frontiere fa dimenticare quella del pane e della libertà. Intanto i partigiani di dovunque sono ammoniti, pena la morte, di rendere le armi. E' una vecchia storia: l'ordine democratico pure esige il governo armato contro il popolo e non il popolo armato contro il governo. Il popolo *sovrano* o il proletariato *dittatore* è così disarmato, mentre i governanti, *servitori* della nazione, dispongono d'una forza immensa per comandarla e spremerla.

Così stando le cose, i comunisti che insegnavano di trasformare la guerra imperialista in guerra civile, ora dove questa scoppia la trattano da movimento fascista e si pronunciano apertamente per la difesa e magari l'ingrandimento degli Imperi delle Nazioni unite. Diciamo questo per dimostrare il ridicolo di certuni che pretendono monopolizzare rivoluzione e socialismo e si disdicono al momento di passare dalle parole ai fatti. E' vero che mai la reazione dispose d'un esercito tanto formidabile come quello con cui occupa ora tutta un'Europa indebolita dalle privazioni, traviata dalle confusioni d'uomini e d'idee, demoralizzata dai ripetuti tradimenti. Che fare? se non continuare a resistere, lottare ed anche sperare!

Monarchia e Fascismo

Per quelli che han pianto, piangono e piangeranno ancora per la fine ignominiosa del « Cesare da carnevale », non sarà male ricordare il cinico discorso che, passata la paura di fronte all'universale indignazione per l'assassinio di Matteotti (10 giugno 1924), egli pronunciava il 3 gennaio 1925:

> Io dichiaro, davanti a questa assemblea ed in presenza del popolo italiano tutto intero, che assumo la responsabilità politica, morale e storica di tutti gli avvenimenti che si sono prodotti. Se il fascismo altro non è che una associazione a delinquere, se tutte le violenze non sono che il risultato di un determinato clima storico, politico e sociale, ebbene io ne prendo la responsabilità perchè io ne sono il creatore.

Come aveva ben notato il Salvemini, il fanfarone dimenticava di prendere, non la responsabilità politica, morale e storica, ma penale del sinistro assassinio da lui ideato e voluto. Il popolo, con giustizia sbrigativa, gliela doveva far prendere.

Su questo punto non insistiamo, per venire a stabilire i rapporti e le responsabilità fra monarchia e fascismo.

In queste stesse pagine, nell'agosto 1943, documentammo abbondantemente che monarchia e fascismo erano una stessa ed unica cosa. Il discorso mussoliniano del gennaio '25 completava quello della corona del luglio '24, che non andò al di là della deplorazione dell'assassinio del deputato socialista, facendo un freddo appello alla concordia, pur conservandosi il suo primo ministro, non già colpevole d'un solo crimine, ma di migliaia di misfatti, che avevano insanguinata tutta Italia dal '19 al '24.

Cosicchè risulta evidente che se il fascismo, associazione a delinquere per definizione dello stesso Mussolini, è restato al potere dal '28 ottobre '22, la responsabilità assoluta, intera e schiacciante è di Casa Savoia e del suo re Vittorio Emanuele III.

Ma cosa vediamo finora? Questa stessa dinastia spergiura, vile ed infame domina e spadroneggia sempre sulla disgraziata penisola con l'appoggio di baionette e mitragliatrici britanniche, complici anche i partiti che stanno al governo con quel furfante di Bonomi, fascista prima dell'avvento di Mussolini, oggi al servizio del luogotenente Lasagnone, per salvare tutti assieme i regi appestati di fascismo.

E' bene ripeterlo. Se Mussolini è stato un traditore, un man-

dante di sicarî, se potè per più d'un ventennio martirizzare l'Italia, se la precipitò da ultimo in una guerra disastrosa, fu solo con l'appoggio reale, con la firma reale, col consenso della cricca militare e civile dei Savoia. Reità e complicità coinvolgono re e duce; l'uno non si spiega senza l'altro; sono inseparabili e se si volesse stabilire fra i due un grado di maggiore responsabilità, questa sarebbe indubitabilmente quella del monarca.

Sta bene epurare, annientare, distruggere la mala genìa fascista in tutte le città e fin nei più piccoli villaggi, ma se il popolo italiano non arriverà a dare al tronco alla radice, ai maggiori profittatori, agli incarnatori stessi del fascismo, a tutta la banda sabauda, che non accenna a volersi ritirare, l'Italia non avrà pace, nè giustizia, nè libertà.

Giova il ripetersi ed ecco quel che scrivemmo dopo la caduta di Mussolini il 25 luglio '43:

> La pugnalata del Maramaldo romagnolo alla Francia non ha portato fortuna a lui nè al suo re ed ha perso l'Italia. Fascismo e monarchia, ecco la cancrena che ha roso l'Italia. Il popolo non dimentichi, non perdoni ma sappia liberarsene e seguire la via della rivoluzione sociale, che sola conduce alla liberazione dei popoli.

Attenti dunque ai mali passi, o politicanti dell'antifascismo serio e concreto. L'Italia e le sue popolazioni non hanno bisogno d'essere ancora una volta tradite. *Domingo.*

La crisi dell'antifascismo.

Quella specie di crisi ministeriale, che dura da settimane in Italia, sarà più o meno mal risolta quando si leggeranno queste linee. Il signor Togliatti, trascinando quattro dei sei partiti detti antifascisti a mettersi agli ordini di Casa Savoia e di tutto quel che sopravvive di fascismo naturalmente stretto intorno ad essa, ha creato una situazione ridicola ed odiosa ad un tempo, da cui non può uscire ed in cui cerca di rinchiudere anche i finora riluttanti Partito socialista e Partito d'azione. Se vi riesce, sarà la bancarotta totalitaria dell'antifascismo ministeriale. Intanto, Bonomi ed il re, imposti dall'Inghilterra, restano inamovibili, ed il fascismo a mezzo loro ha già la sua rivincita. Nelle carceri i fascisti non tarderanno a lasciare il posto a quanti non sono monarchici e clericali e non accettano il vecchio regime, sia pure con una gerarchia in parte rinnovata. Mora! Mora!

Somme ricevute = Sommes reçues

Gə : Ciné 10, Vincenzo 5, Peppino 5, Masini 5, Domingo 1.50, Megert 1.50, Mani 2, Poco 1, Lomo 1 — Wi : Au 3, Gio 3, v. 3 — Zu : Garavaglia 2, Samp. 1.50, Mariani 6, Boo 2.30, Solito 10, a mezzo Rontagnan per il giorno della pace 18.50, v. 5.20 — H : M. F. 10.

Totale entrate al 5 giugno	Fr.	96 50
Deficit al 22 maggio	Fr.	642 80
Centoquattordicesimo opuscolo		190 —
Spese postali e varie		30 —
Totale uscite al 5 giugno	Fr.	862 80
Deficit	Fr.	766 30

A CHE PUNTO SIAMO.

In Italia ed altrove si aspettano quelle elezioni, che si risolsero sempre in un'amara delusione. Chi non ricorda la conquista di comuni, provincie e seggi parlamentari dell'altro dopo guerra con tutte le chiassate che l'accompagnavano ? E dopo? Dopo venne il fascismo. Si noti che la situazione oggi è peggiore con certi « eserciti liberatori », padroni assoluti d'uomini e cose, che hanno per còmpito più che il disarmo dell'Asse, quello d'ogni possibile rivoluzione. Si era detto d'aspettare e la liberazione del Nord e il ritorno degli espatriati. Ora i Comitati nordici si vedono imporre disarmi e dimissioni e gl'italiani all'estero vengono impediti di rimpatriare. Chiara è l'intenzione anglo-americana di restaurare il fascismo col suo maggiore esponente Casa Savoia, che continua a regnare, come se niente fosse occorso. Nenni dice che « c'è una crisi di Stato nei cui confronti ogni passo innanzi sarà impossibile se prima non gettiamo le fondamenta del nuovo Stato repubblicano ». Pensa forse gettarle col diventare regio ministro col Togliatti ?

Ci manca per cinque collezioni la parte italiana dei numeri 928, 931, 932, 933, anno 1935. Saremmo assai grati a chi ce li facesse avere.

Alla base di questo lungo processo che tende a porre l'associazione dei lavoratori al posto dei capitalisti gestenti una singola industria, c'è la costante e periodica abilitazione dei lavoratori agli uffici tecnici e amministrativi che si convengono ai gestori e padroni della produzione, cioè la trasformazione del Sindacato operaio in un organo completo e sintetico, ovverosia in un organo che rappresenti l'interezza della persona dell'operaio come *cittadino* esplicante uffici politici, come *uomo economico* che si procacci il prosaico pane quotidiano, come *individuo* che abbia una persona sua la quale cerchi di arricchire di conoscenze e di migliorare nella vita pratica. La sintesi sociale che la società borghese ha rotta, separando l'uomo dal cittadino, il Sindacato cerca ricostruire, e si sforza farlo *in potenza*, cioè come cosa che deve accadere e si tende a produrre con una serie di sforzi costanti. Il risultato di tutti questi sforzi è la ricomposizione di quella sintesi sociale che restituisce all'operaio i mezzi di produzione, che instaura il *governo autonomo della produzione*, sottoposto a pure leggi economiche, derivate dalla natura stessa del processo tecnico, cioè quell'ordinamento sociale che tutti i socialisti dal Proudhon al Marx hanno chiamato « anarchia ».

In questa concezione del socialismo, azione immediata e azione rivoluzionaria fanno tutt'uno. Le così dette riforme sono tanti mezzi per la realizzazione del fine rivoluzionario. La rivoluzione viene per dir così dalle viscere del movimento economico e risulta dalle modificazioni successive che il proletariato sa imprimere all'ambiente esterno della produzione e sbocca nell'atto risolutivo con il quale gli operai si riducono finalmente in mano l'azienda economica.

Arturo LABRIOLA.

Rien ne nous est plus pénible que d'avoir le plus souvent raison. Ce que nous aimerions recevoir des démentis, mais, hélas ! nos pires prévisions même se trouvent dépassées. Avant 1914 nous disions : ou la révolution ou la guerre ! et nous avons eu la premiere conflagration mondiale. Conséquence de celle-ci, le fascisme étant survenu, nous répétions : le fascisme c'est la guerre ! et après presque six années la guerre du fascisme n'a pas encore pris fin. Maintenant, nous continuons à affirmer aussi : qui dit Etat dit guerre ! et l'Allemagne vaincue, l'armistice proclamé, les Etats vainqueurs se dressent déjà les uns contre les autres. Mais il faut être un indécrottable anarchiste pour voir dans l'existence même d'Etats la cause des guerres. Le grand nombre ne pense pas que l'on puisse se passer de gendarmes, appelés tantôt à empêcher les gens de se battre, tontôt à les y obliger.

Nulla ci spiace quanto l'avere il più sovente ragione. Come ameremmo venir smentiti dai fatti, ma purtroppo le nostre peggiori previsioni vi trovano una conferma aggravata. Prima del 1914 dicevamo : o la rivoluzione o la guerra ! e abbiamo avuto la prima conflagrazione mondiale. Come conseguenza sopravvenne poi il fascismo, che ci fece ripetere insistentemente : il fascismo è la guerra ! e dopo quasi sei anni che dura la guerra del fascismo non è ancora finita. Ora, continuiamo altresì ad affermare : chi dice Stato dice guerra ! ed a Germania vinta e armistizio concluso, gli Stati vincitori già si minacciano l'un l'altro. Ma bisogna essere un incorreggibile anarchico per vedere nell'esistenza stessa di Stati la causa delle guerre. I più non credono si possa fare a meno di gendarmi, destinati alle volte ad impedire la gente di battersi, alle volte ad obbligarla a battersi.